quartier: tous les acquis de l'éducation populaire doivent être défendus. Les enfants et les jeunes ont besoin de voyages, d'autres contacts avec l'art, d'expériences du monde, d'activités partagées entre pairs.

Nous refusons toute forme d'orientation précoce, toute idée de « dons » pour tel ou tel métier qui imposerait aux uns d'apprendre la philo et jamais la soudure et aux autres l'inverse.

Nous nous battons pour une éducation coopérative qui exclut l'individualisme et la compétition et qui se donne pour but l'acquisition de savoirs émancipateurs et d'une éthique qui inclut le respect des personnes, le rejet des discriminations, et le respect de la planète.

Nous refusons les notes et les classements : lutter contre les livrets de compétences ne signifie pas qu'il faille accepter l'ancien système de compétition chiffrée.

6. Pour en finir avec les difficultés et les échecs scolaires

L'échec ou les difficultés scolaires touchent en très grande majorité des jeunes des milieux populaires. Dans le système actuel, les « aptitudes » et le « mérite » de chacun-e sont mis en avant pour masquer la réalité sociale de l'échec et de la difficulté scolaire. Pour nous l'école ne se divise pas entre la « réussite » de quelques uns et « l'échec » du plus grand nombre, avec toutes les culpabilités, les « soutiens », les « aides individualisées »

C'est à l'école de s'adapter à la diversité des progrès des élèves et non aux élèves à être triés comme des lentilles. Nous devons nous échapper des logiques de la performance et de la compétition.

Le mythe de « l'égalité des chances » perdurera tant que n'aura pas été reconnu comme droit fondamental, le droit à la différence et la lutte contre l'inégalité n'aura de sens que si l'école cesse de valoriser qu'un seul système : la reproduction de la division de la société en classes sociales.

Nous refusons que l'école soit une « chance » qui permette à quelques uns de « s 'en sortir ». Pour nous l'école est un droit qui fait que chaque jeune peut acquérir des savoirs réels, lui permettant de comprendre le monde, de réfléchir à ce qu'il faut faire, et de trouver son autonomie par une formation professionnelle, à l'issue de ce parcours de formation partagé.

Pour en finir avec l'échec social de l'école qui met en difficulté les jeunes des milieux populaires, il faut d'abord des mesures sociales qui améliorent la vie de tous : droit au logement décent, droit au travail pour leurs parents, droit aux soins gratuits, droits sociaux qui sont le socle nécessaire d'une éducation. Puis il faut en finir avec la hiérarchisation des disciplines, avec l'apprentissage en savoirs morcelés, et les rythmes scolaires qui imposent à tous de marcher d'un même pas. Il faut repenser jusqu'aux locaux scolaires et la taille des établissements. Chaque jeune doit pouvoir être connu et reconnu, et son parcours d'apprentissage doit pouvoir être adapté, sans logique d'échec.

7. Reprendre l'initiative

Nous devons rompre avec les schémas hiérarchiques et autoritaires, inséparables de l'exploitation économique, de la compétitivité et de la performance. Nous devons rompre avec la réussite de quelques uns pour réinventer ensemble le progrès pour tous. L'offensive idéologique contre le progrès social menée par le libéralisme et le capitalisme a fait des ravages dans le service public : il faut maintenant reprendre l'initiative et construire des plans de mobilisations unitaires qui ne se contentent pas d'être sur la défensive en attendant une « solution » électorale en 2012 qui ne changera pas l'essentiel, on le sait déjà. Pour marquer des points et retrouver des victoires, il faudra des mobilisations courageuses.

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.NPA2009.org

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Tél. : **Mail :**

Imprimerie rotographie F93100 - Ne pas jeter sur la voie publique!

www.npa2009.org

Mai 2011

Un plan d'urgence pour l'éducation nationale

Depuis plusieurs années, l'enseignement public est la cible d'une série ininterrompue de coups. Malgré la résistance des personnels, des usagers, des parents, des lycéens et des étudiants, qui s'est manifestée à de maintes reprises, faute d'une stratégie syndicale visant à centraliser et à diriger les luttes contre le gouvernement , les contre-réformes se sont mises en place progressivement. Aujourd'hui, l'enseignement public est déjà bien dégradé par les décisions prises par le gouvernement Sarkozy.

Dans la pratique, les 50 000 suppressions de postes décidées ont notamment conduit à l'augmentation des effectifs par classe, l'explosion du volume d'heures supplémentaires, la disparition des postes de remplaçants, la suppression d'un temps important d'enseignement pour les élèves, l'embauche de personnels précaires dans tous les corps de métier. Les dispositifs de fichage généralisé des élèves (Base élève, évaluations nationales, livret personnel de compétence) organisent une traçabilité des « performances » dès la maternelle jusqu'à Pôle Emploi. Le blocage des salaires est un coup de plus porté aux personnels. Le Nouveau Parti Anticapitaliste milite pour que les personnels de l'enseignement public soient en mesure d'infliger une défaite décisive au gouvernement Sarkozy, à l'UMP et à leurs donneurs d'ordre du MEDEF. Pour reprendre l'initiative, discuter tous ensemble de l'école que nous voulons et ouvrir la voie à la satisfaction de nos revendications, pour aller au delà de la défense de l'école actuelle, ce programme d'urgence vise à dessiner les pistes de notre réflexion.



NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

1. L'éducation n'est pas une marchandise, c'est un droit pour tous les jeunes

Considérer l'éducation comme «un service rendu à l'économie» est l'idéologie portée par les libéraux, c'est sous ce dogme que toutes les réformes se justifient et ce malgré la pression qu'exerce le chômage et la montée de la précarité. Le critère économique ne doit jamais être le seul retenu pour organiser des politiques éducatives (y compris la formation professionnelle qui ne doit pas être soumise à la logique patronale d'employabilité immédiate) L'éducation est un service public.



Nous refusons l'influence directe ou indirecte du patronat sur la politique éducative, son organisation et son contenu. Nous exigeons une totale gratuité des études, et l'abrogation de tous les frais imposés.

Nous défendons le statut de fonctionnaire d'Etat titulaire pour l'ensemble des personnels qui travaillent dans les écoles, enseignants, assistants et agents.

Nous refusons également toutes les formes de privatisation de l'école (écoles dites « libres », privées, religieuses, dont l'objectif est de vendre du savoir, de la compétence, et une éducation dans l'entre soi.) Nous nous battons contre toutes les subventions ouvertes ou déguisées aux écoles privées.

Nous défendons une école publique, gratuite, laïque et mixte, ouverte à tous les jeunes et leur permettant d'apprendre et de progresser ensemble avec tout l'accompagnement nécessaire.

2. Ce que les jeunes doivent tous apprendre, nous devons le décider démocratiquement

Refuser la définition des finalités éducatives en fonction des seules contraintes économiques va de pair avec l'exigence que ces finalités soient débattues et décidées dans l'espace politique. Cela deviendrait impossible si la collectivité perdait l'essentiel de ses moyens en acceptant de livrer l'éducation aux mécanismes du marché. Il faut donc refuser catégoriquement que l'éducation soit soumise à la concurrence, comme le réclame l'Organisation Mondiale du Commerce (ceci est vrai aussi pour la santé et les autres services publics). Il faut s'opposer à la marche à la privatisation de l'éducation. Il faut refuser tout ce qui concourt à transformer le champ éducatif en marché.

Nous refusons la transformation des établissements et des universités en entreprises mises en concurrence ou l'abandon du monopole d'État quant à la délivrance des diplômes et à la délimitation des qualifications.

Nous exigeons un débat public et démocratique permettant de définir ensemble les programmes et les contenus d'une école commune sans sélection ni orientation de 3 à 18 ans.

Nous refusons l'organisation de l'apprentissage par les chambres de commerce. Tous les organismes de formations professionnelles doivent être nationalisés, devenir gratuits pour les élèves et déboucher sur des diplômes nationaux permettant des négociations salariales claires.

3. Il faut poursuivre le mouvement de progression du droit à l'éducation

Le système éducatif français est très inégalitaire, entre public et privé, entre « bons » et « mauvais » établissements, système de « dérogations » et .de « secteurs scolaires » obscurs. Et les réformes en cours donnent toujours plus à ceux qui avaient déjà beaucoup.

La suppression du collège unique et la contre-réforme du lycée à la carte. La suppression du collège unique et la contre- réforme du lycée à la carte, même si collèges et lycées sont des lieux de selection, signent le renoncement explicite à des avancées dans la massification éducative. L'abandon d'une année de maternelle, d'une année de formation en lycée professionnel sont également de graves reculs. La multiplication des « orientations » dès 14 ans, des filières maquillées en options et des parcours imposés avec des classes « au rabais ». sont une manière de masquer la sélection organisée par l'Etat pour faire baisser les « coûts ».

Pour démocratiser l'école, nous refusons toute orientation ou sélection avant 18 ans. Les enfants et les jeunes doivent pouvoir acquérir ensemble

une éducation commune avant le choix d'un parcours professionnel quel qu'il soit.

Nous défendons la possibilité de scolariser les enfants dès 2 ans, dans des maternelles à petits effectifs, nous défendons le droit à la scolarité de l'ensemble des jeunes handicapés, avec des personnels formés et titulaires, avec toutes les adaptations nécessaires, nous défendons le droit de tous les jeunes à une culture commune et partagée comprenant l'accès à l'ensemble des disciplines.

Nous demandons la création d'un service public de la petite enfance, permettant de créer des lieux d'accueil gratuits et diversifiés, avec des salariés formés.

4. Ensemble, refusons d'évaluer pour sélectionner et orienter

En 2005, la réforme « Fillon » débouche sur une loi dite « du socle commun de connaissances et de compétences ».

Ce « socle » se décline depuis cette année, dans les collèges et les écoles, sous forme d'un livret personnel de compétences (LPC). Les compétences et connaissances seront progressivement validés en fin CE1 et CM2 et à la fin du collège. Ce document informatisé tracera l'individu tout au long de sa scolarité jusqu'à son insertion dans la vie active. Ce livret, où chaque compétence, validée ou non, doit être datée, enferme l'enfant « dans un destin imposé par le regard des autres Il est une atteinte à (...) la possibilité de devenir autre. » (Albert Jacquard, *Mon utopie,* 2006). Enfin, la circulation informatique de ces livrets entre le primaire, le secondaire, l'Université et jusqu'à Pôle Emploi rompt avec les principes de séparation entre vie publique et vie privée, distinction entre employabilité et éducation, non discrimination et liberté pédagogique.

En célébrant la culture de l'évaluation individuelle et du mérite personnel, l'institution effectue un contrôle permanent et une mise aux normes drastique de l'enfance. Les évaluations nationales sont autant un moyen de trier des milliers d'élèves que de contrôler le travail en classe des enseignants et donc d'avancer sur la prime au mérite.



C'est la destruction des repères collectifs puisque les jeunes, lors de leur orientation ou de leur entrée dans la vie active, seront alors considérés comme seul(e)s responsables d'un échec : ils n'auront pas acquis les bonnes compétences ! Ainsi la responsabilité de la société qui ne fournit pas de travail sera moins lisible alors qu'en 2009, 64% des jeunes diplômés n'avaient pas d'emploi après leur diplôme !

Nous refusons tout fichage de l'enfance, nous nous opposons à toute compilation publique ou numérisation des « performances », des « capacités » ou des « compétences » d'un être humain. Apprendre c'est essayer, se tromper, recommencer, dans un cadre bienveillant qui permet des chemins différents. Nous défendons l'acquisition de tous les savoirs disponibles, par tous les êtres humains en défendant les conditions d'apprentissage adaptées à chacun. Les savoirs ne sauraient être réduits aux « compétences nécessaires à l'employabilité ». Nous exigeons le maintien des évaluations des enfants et des jeunes dans l'espace de la relation entre l'enseignant, l'élève et ses parents.

5. Il faut porter l'exigence d'une culture commune

L'école n'a de sens que si tous et toutes les élèves parviennent réellement à la maîtrise des objets de culture, débarrassés d'une culture de classe ou de caste ou encore sexuée. Dans notre société non démocratique divisée en classes sociales, l'école ne peut à elle seule changer la société mais le niveau acquis par l'ensemble de la population permet les combats qui atténuent les divisions et les discriminations sociales.

Les formations dispensées dans le cycle commun jusqu'à 18 ans doivent être polyvalentes : associer formation générale et formation technique pour tous et toutes

Nous ne voulons pas d'un monde où travail « manuel » et « intellectuel » sont séparés. La manière dont ces connaissances sont acquises par les élèves n'est pas anodine et tout doit être mis en oeuvre pour que ces connaissances soient mises en réseau pour comprendre le monde et non une accumulation strictement mémorisée.

Nous ne pensons pas que l'école peut à elle seule changer la société progressivement, ni même qu'elle peut à elle seule permettre aux jeunes d'acquérir tous les savoirs. Il faut des centres d'activités sportives et culturelles,des médiathèques,des colonies de vacances, des centres de